



## Daily News 04 / 03 / 2021

Brussels, 4 March 2021

### **REUNION DU COLLEGE : Le plan d'action sur le socle européen des droits sociaux et la recommandation concernant un soutien actif et efficace à l'emploi (EASE)**

La Commission rappelle aujourd'hui qu'elle aspire à une Europe sociale forte qui mette l'accent sur les emplois et les compétences pour l'avenir et prépare la voie à une reprise équitable, inclusive et résiliente. Le [plan d'action sur le socle européen des droits sociaux](#) définit des actions concrètes visant à poursuivre la mise en œuvre des principes du socle européen des droits sociaux, dans un effort conjoint des États membres et de l'UE, avec la participation active des partenaires sociaux et de la société civile. Il propose également des grands objectifs en matière d'emploi, de compétences et de protection sociale que l'UE devrait avoir réalisés d'ici 2030. Aujourd'hui la Commission présente également une mesure concrète au titre du principe 4 du socle: une [recommandation concernant un soutien actif et efficace à l'emploi \(EASE\)](#) à la suite de la crise de la COVID-19. Avec cette recommandation, la Commission fournit aux États membres des orientations concrètes sur des mesures à prendre, soutenues par les possibilités de financement de l'UE, pour assurer une transition progressive entre les mesures d'urgence visant à préserver l'emploi dans le contexte de la crise actuelle et les nouvelles mesures favorisant une reprise génératrice d'emplois. Un [communiqué de presse](#) est disponible en ligne. Vous trouverez également un [document questions-réponses](#) et une [fiche d'information](#) sur le plan d'action et un [document questions-réponses](#) et une [fiche d'information](#) sur le soutien actif et efficace à l'emploi (EASE). (Pour plus d'informations: Marta Wieczorek – Tél.: +32 229 58197; Flora Matthaes – Tél.: +32 229 83951)

### **EU Cohesion policy: over €77 million for a more efficient and sustainable waste management system in Romania**

Today, the European Commission has approved an investment of over €77 million from the [Cohesion Fund](#) to improve the waste collection, treatment and recycling system in the Galați county, in southeast Romania. The investment will provide a more integrated, efficient and sustainable waste management service, improving the quality of the environment for the benefit of over 500,000 inhabitants. Commissioner for Cohesion and Reforms, Elisa **Ferreira** said: *"This Cohesion policy investment will contribute to improve health and the quality of life of people living in the Galați county. It will improve the environment through the recycling of otherwise wasted materials and will stimulate the development of the local biodiversity and economic activities."* Thanks to this project, the entire population of the county will have access to the sanitation service by 2021, which is of particular benefit to people in rural areas, where currently only 45% have access to those services. The newly created infrastructure will increase the reuse and recycling of waste paper, metal, plastic, glass and wood and will reduce waste going to landfills. It will also allow the proper treatment of domestic hazardous waste and bulky waste. The investment will create approximately 300 new jobs during the construction period and around 380 during the operational phase. More on EU funded investments in Romania is available on the [Open Data Platform](#). (For more information: Vivian Loonela - Tel.: +32 229 66712, Veronica Favalli - Tel.: +32 229 87269)

### **Riposte au virus Ebola en Guinée : soutien financier supplémentaire de l'UE**

L'UE a mobilisé 3,2 millions d'euros supplémentaires pour aider la République de Guinée et appuyer des actions de réponse immédiate suite à la résurgence du virus Ebola dans le pays. Le commissaire chargé de la gestion des crises, Janez **Lenarčič**, a déclaré : *« Le soutien de l'UE se concentre sur l'aide à apporter aux patients, au personnel de santé et aux communautés touchées par la maladie du virus Ebola en Guinée, tout en coordonnant avec d'autres acteurs concernés. Notre but est de fournir une assistance la plus rapide et la plus adaptée aux besoins. »* La commissaire aux partenariats internationaux, Jutta **Urpilainen**, a souligné : *« En ces temps difficiles et en tant que partenaire de la Guinée, il est important que nous soutenions la réponse immédiate pour endiguer le virus Ebola. Notre aide contribuera également au renforcement du système de santé à plus long*

terme, y compris dans la surveillance épidémiologique et les capacités de préparation et de réponse aux futures épidémies. » L'ensemble de cet appui cible l'épicentre de la crise pour mener des activités de prise en charge des patients, de prévention, surveillance, et suivi de cas contacts mais aussi des activités de communication, sensibilisation et appui à la coordination. En outre, l'appui de l'UE porte sur d'autres axes complémentaires, y compris l'activation du [Mécanisme de protection civile de l'UE](#), à travers lequel [la France a envoyé plus de 500 kits de protection pour le personnel en première ligne](#) dans la lutte contre le virus. (Pour plus d'informations: Balazs Ujvari - Tél.: +32 229 54578; Ana Pisonero – Tél.: +32 229 54320; Daniel Puglisi – Tél.: +32 229 69140; Gesine Knolle – Tél.: +32 229 54323)

## **EU invests over €6 million in media projects supporting debates and information about EU topics**

The Commission announced the beneficiaries of several calls for proposals which will produce and disseminate across Europe media content on European topics. Cross-border consortia operating in full editorial independence will offer innovative and attractive formats in several languages covering European affairs, as well as initiatives with specific emphasis on young Europeans. Vice-President for Values and Transparency, Věra **Jourová**, said: "Our message to journalists and content producers in Europe is clear: we will relentlessly support this type of cross-border initiatives and present more projects in the future. We will keep promoting a pluralistic and multilingual media landscape while fully respecting editorial independence. In the current context, it is more important than ever to support and give more space to information, in order to tackle the spread of disinformation". Commissioner for Internal Market, Thierry **Breton**, added: "We firmly support innovation and digital transformation of our media sector. These initiatives help make the sector fit for the digital decade and empower young Europeans to navigate modern news environment. Europe's citizens must continue to benefit from the richness of information, plurality and creativity of our media environment which is key for an open democratic debate". As part of the EU [Multimedia Actions](#), EDJNet's Data Threads and the European Data News Hub will launch [projects](#) for media companies and journalists to take advantage of data-driven journalism to produce innovative and attractive content with infographics, video, audio, podcasts or text stories on European affairs. In addition, the European Broadcasting Union and ARTE will lead a pioneer online initiative for public service media to offer news produced by counterparts across Europe in other languages. Finally, as a result of a [pilot project](#) proposed by the European Parliament to enrich pan-European debate among young Europeans, SPHERA and ENTR – led by Babel International and Deutsche Welle, respectively – will produce and distribute content on current affairs via social media formats, events, podcast contests and much more. All these initiatives are part of a broader effort to support [media freedom and pluralism in the EU](#). More information on calls is available [here](#). (For more information: Johannes Bahrke – Tel.: +32 229 58615; Charles Manoury – Tel.: +32 229 13391).

## **Agriculture : la Commission approuve une nouvelle indication géographique de Belgique**

La Commission européenne a approuvé la demande d'inscription de l'« [Escavèche de Chimay](#) » de Belgique dans le registre des indications géographiques protégées (IGP). L'« Escavèche de Chimay » est une préparation froide de poisson cuit enrobé d'une sauce vinaigrée et gélifiée contenant des oignons. Elle provient de la région de l'Entre Sambre et Meuse, en Wallonie, au sud de la Belgique, caractérisée par ses forêts et ses nombreux petits cours d'eau. L'« Escavèche de Chimay » est liée à son terroir par les spécificités du paysage de Chimay et ses environs. En effet, dès le XVe siècle, l'implantation des forges et fourneaux dans la région de Chimay a eu un impact considérable sur ce paysage. De nombreux lacs et étangs artificiels ont été créés pour les besoins de cette industrie métallurgique et ceux-ci sont encore visibles. Cette industrie a connu une phase de déclin à la fin du XVIIIe siècle puis a complètement disparu au milieu du XIXe siècle. Depuis, ces étangs ont été convertis en zones de pêche. Aujourd'hui, les producteurs d'« Escavèche de Chimay » sont encore localisés aux alentours des anciennes forges de Macquenoise, Virelles et Nismes. Cette nouvelle appellation va rejoindre 1605 produits alimentaires déjà protégés dont la liste est disponible dans la base de données [eAmbrosia](#). Pour plus d'informations, voir aussi les pages sur la [politique de qualité](#). (Pour plus d'informations: Miriam Garcia Ferrer – Tél.: +32 229 99075; Thérèse Lerebours – Tél.: +32 229 63303)

## **REUNION DU COLLEGE: Union de l'égalité: la Commission européenne présente la stratégie en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030**

La Commission européenne a présenté une ambitieuse [stratégie en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030](#) afin d'assurer leur pleine participation à la société, sur une base d'égalité

avec les autres dans l'Union et au-delà de ses frontières, conformément au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui font de l'égalité et de la non-discrimination des pierres angulaires des politiques de l'Union. Les personnes handicapées ont le droit de participer à tous les domaines de la vie, comme tout un chacun. Si les dernières décennies ont apporté des progrès en matière d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et aux activités récréatives, ainsi qu'en matière de participation à la vie politique, de nombreux obstacles subsistent. Il est temps d'intensifier l'action européenne. La nouvelle stratégie s'appuie sur celle qui l'a précédé, la [stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées](#), et contribue à la mise en œuvre du [socle européen des droits sociaux](#), qui sert de boussole aux politiques sociales et de l'emploi en Europe et pour lequel un plan d'action sera adopté par la Commission cette semaine. La stratégie soutient la mise en œuvre par l'Union européenne et ses États membres de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées tant à l'échelle européenne qu'à l'échelle nationale. Le [communiqué de presse](#), une [fiche d'information](#) et des [questions et réponses](#) sont disponibles en ligne. Une version « facile à lire » est disponible aussi. (Pour plus d'informations: Christian Wigand - Tél.: +32 229 62253; Katarzyna Kolanko - Tél.: +32 229 63444; Jördis Ferroli - Tél.: +32 229 92729)

### **Team Europe partners with Equity Bank to support Kenyan business and agriculture amid COVID-19**

The European Union and the European Investment Bank (EIB), working together as Team Europe, are providing new support for Equity Bank to enhance financing to Kenyan companies most impacted by the COVID-19 crisis. The financing package will support access to finance at appropriate conditions for Kenyan small and medium-sized enterprises (SMEs), including in the agriculture sector, through €100 million loans from the European Investment Bank to Equity Bank and €20 million of European Union grant support. Jutta **Urpilainen**, Commissioner for International Partnerships, said: *"The EU is working to revamp our cooperation with our African partners to tackle the common challenges that affect people's lives, in particular the youth. We want to build back better together from the COVID-19 pandemic to guarantee a sustainable, green and just recovery. The SME sector is a lifeline for employment, including for the most vulnerable populations and in particular in critical sectors such as agriculture. Agreements like the one signed today to support Kenyan SMEs to mitigate the negative impact of COVID-19 and will help us to achieve this."* New technical assistance, backed by the European Union, will further strengthen Equity Bank's capacity to assess, execute and monitor longer-term agricultural value chains investment projects and further develop provision of long-term financing for agriculture. For more information see the [press release](#) and the dedicated webpage on [EU cooperation with Kenya](#). (For more information: Ana Pisonero - Tel.: +32 229 54320; Gesine Knolle - Tel.: +32 229 54323)

### **Antitrust: Commission opens formal investigation into possible anticompetitive conduct of Teva in relation to a blockbuster multiple sclerosis medicine**

The European Commission has opened a formal antitrust investigation to assess whether the pharmaceutical company Teva has illegally delayed the market entry and uptake of medicines that compete with its blockbuster multiple sclerosis drug Copaxone. Copaxone is widely used for the treatment of relapsing forms of multiple sclerosis and contains the active pharmaceutical ingredient glatiramer acetate. In 2015, Teva's basic patent covering glatiramer acetate expired. The Commission will investigate whether, following the patent expiry, Teva may have artificially extended the market exclusivity of Copaxone by strategically filing and withdrawing divisional patents, repeatedly delaying entry of its generic competitor who was obliged to file a new legal challenge each time. In addition, the Commission will also examine whether Teva may have pursued a communication campaign to unduly hinder the use of competing glatiramer acetate products. If proven, Teva's behaviour may amount to an abuse of dominant position and infringe Article 102 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU) and Article 54 of the European Economic Area (EEA) Agreement. The Commission will now carry out its in-depth investigation as a matter of priority. The opening of formal proceedings does not prejudice the outcome of the investigation. Executive Vice-President Margrethe **Vestager**, in charge of competition policy, said: *"Multiple sclerosis is a chronic illness affecting the daily lives of more than half a million Europeans requiring life-long treatment. Despite great efforts of the scientific community, humanity has not yet found a treatment for this disease, which remains incurable. It is therefore paramount to preserve healthy competition in the market for available drugs that aim at slowing down the disease and improving patients' quality of life. It is also important that companies compete to innovate so that new and affordable treatments can emerge. Today, we have decided to launch an in-depth investigation into whether Teva may have abusively blocked or delayed the market entry of competitors to its*

*blockbuster drug Copaxone, to the detriment of patients and health systems". The full press release is available [online](#). (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)*

## **State aid: Commission approves over €1 billion support for high-efficient cogeneration of electricity and heat in Slovakia**

The European Commission has approved, under EU State aid rules, Slovak plans to support the production of electricity from high-efficient cogeneration installations connected to district heating networks in Slovakia. The scheme aims to: (i) increase or maintain high efficiency of existing high-efficient cogeneration installations; (ii) incentivise their switch from coal to natural gas or renewable sources; and (iii) stimulate investments in new high-efficient cogeneration facilities. Slovakia will select the beneficiaries based on multi-technology tender procedure for new installations with a capacity of 1 megawatt (MW) or higher and an administrative procedure for small installations and existing installations. In this case the aid will be calculated based on the costs of producing electricity from those installations (levelised cost of energy – LCOE). All selected installations above 250 kilowatt (kW) will receive aid in the form of a feed-in premium (i.e. the installation sells its output on the market and receives a top-up payment over the market price). Installations below 250 kilowatts will receive a fixed feed-in tariff (i.e. a guaranteed price for the electricity produced). The support will be granted for a maximum period of 15 years, and the overall budget of the scheme amounts to €1050 million (€70 million/year). The Commission assessed the measure under EU State aid rules, in particular, its 2014 [Guidelines on State Aid for environmental protection and energy](#), which allow Member States to support high-efficient cogeneration under certain conditions, in order to stimulate energy savings. The Commission concluded that the scheme will support the production of electricity from high-efficiency cogeneration, in line with the EU energy and climate objectives, without unduly distorting competition in the Single Market. On this basis, the Commission concluded that the measure is in line with EU State aid rules. Executive Vice-President Margrethe **Vestager**, in charge of competition policy, said: *"This over €1 billion Slovak measure will provide an important contribution to EU energy and climate objectives, without unduly distorting competition."* The full press release is available [online](#). (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tel.: +32 229 55344)

## **Aides d'État: la Commission autorise un régime français de garantie mobilisant jusqu'à 20 milliards d'euros d'aide d'investisseurs privés en faveur des entreprises touchées par la pandémie de coronavirus**

La Commission européenne a autorisé, en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, un régime français de garanties d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte de la pandémie de coronavirus. Ce régime vise à fournir un financement à long terme aux entreprises et, partant, à faciliter de nouveaux investissements soutenant la reprise après la crise économique actuelle. L'aide a la forme d'une garantie d'État sur des véhicules d'investissement privés, financés par des investisseurs privés, qui acquerront des prêts participatifs distribués par des banques commerciales ainsi que des obligations subordonnées, améliorant ainsi leur position en fonds propres. Le régime sera accessible aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises de taille intermédiaire sur la base de la présentation d'un plan d'investissement et de notations financières minimales. Le régime français devrait mobiliser jusqu'à 20 milliards d'euros de financement privé à long terme pour soutenir les entreprises touchées par les conséquences économiques de la pandémie de coronavirus. La garantie d'État couvrira jusqu'à 30 % du portefeuille de prêts participatifs et d'obligations subordonnées acquis par les véhicules d'investissement privés et est calibrée de manière à ce que le risque supporté par les investisseurs privés reste limité, conformément à une notation de crédit de premier ordre, incitant ainsi les investisseurs privés (tels que les compagnies d'assurances, les fonds de pension et les sociétés de gestion de portefeuille) à orienter le financement vers l'économie réelle. Les prêts participatifs et les obligations subordonnées éligibles au titre du régime doivent: i) être émis avant le 30 juin 2022, ii) servir à financer des investissements et non des dettes préexistantes, et iii) avoir une échéance de 8 ans, avec une période de grâce de 4 ans sur les remboursements du principal. La Commission a apprécié la mesure au regard des règles de l'UE en matière d'aides d'État, et notamment de l'article 107, paragraphe 3, point b), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui permet à la Commission d'autoriser les mesures d'aide d'État mises en œuvre par les États membres pour remédier à une perturbation grave de leur économie. La Commission a estimé que le régime français était conforme aux principes établis dans le traité sur l'Union européenne et était bien ciblé pour remédier à une perturbation grave de l'économie française. Sur cette base, la Commission a autorisé la mesure en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État. Le communiqué de presse est disponible [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Arianna

Podesta – Tél.: +32 229 87024; Maria Tsoni – Tél.: +32 229 90526; Giulia Astuti – Tél.: +32 229 55344)

### **Mergers: Commission clears acquisition of Fundingport by IKB and Hypoport**

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the acquisition of joint control over Fundingport GmbH by IKB Deutsche Industriebank AG ('IKB') and Hypoport SE, all of Germany. Fundingport operates a credit mediation platform especially for mid-sized companies. IKB is a financial institution. Hypoport is a financial services provider and the sole controlling parent company of Fundingport prior to the transaction. The Commission concluded that the proposed acquisition would raise no competition concerns because of limited business activities of Fundingport, and because of the moderate market position of the companies involved. The transaction was examined under the simplified merger review procedure. More information is available on the Commission's [competition](#) website, in the public [case register](#) under the case number [M.10110](#). (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

## **ANNOUNCEMENTS**

### **Commission launches new European Climate and Health Observatory**

Today, the Commission and the European Environment Agency are [launching](#) the European Climate and Health Observatory. As announced in the recently adopted [Strategy for Adaptation to Climate Change](#), the Observatory aims to create, connect, pool and provide the knowledge, expertise and tools required to tackle the health challenges related to climate change, making our societies more resilient. There are clear warnings that the climate crisis will bring about more frequent and serious health emergencies, and climate change is already having an impact on people's health and health systems. More frequent and intense extreme weather events, the emergence and spread of new infectious diseases, threats to the safety and security of food and water, and the loss of biodiversity are all expected to generate serious health risks and amplify existing health problems. At a launch event this afternoon, high-level speakers from the Commission and the European Environment Agency will explain how the Observatory will help us to understand, anticipate and minimise these threats. You can register and follow the launch event [here](#) from 14:00-16:00 CET. (For more information: Tim McPhie – Tel: +32 229 58602; Lynn Rietdorf – Tel: +32 229 74959)

[Eurostat](#): communiqués de presse

MEX/21/1016